



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

08681-F

Distr. LIMITEE

UNIDO/EK.59
17 novembre 1978

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RAPPORT SUR LA REUNION
DES ETATS ARABES PREPARATOIRE AUX CONSULTATIONS
SUR L'INDUSTRIE PETROCHIMIQUE

Doha (Qatar), 21-24 octobre 1978

Id.78-8110

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	3
CONCLUSIONS	4
I. L'ETUDE MONDIALE DE L'ONU	5
II. L'INTERET D'UNE PRODUCTION PETROCHIMIQUE ARABE	6
III. LA PRODUCTION PETROCHIMIQUE	8
IV. LA COOPERATION ENTRE PAYS ARABES	9
V. LA COOPERATION ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT	10
VI. LES PROBLEMES DE COMMERCIALISATION	11
<u>Annexe.</u> Liste des participants	13

INTRODUCTION

1. Le Conseil du développement industriel a décidé, en mai 1978, d'organiser une réunion de consultation consacrée à l'industrie pétrochimique. En application de cette décision, l'ONUUDI prévoit de convoquer la première Réunion de consultation sur l'industrie pétrochimique à Mexico (Mexique), du 12 au 16 février 1979. Dans le cadre des préparatifs de cette réunion, l'ONUUDI, agissant en coopération avec le Gouvernement du Qatar, a tenu à Doha, du 21 au 24 octobre 1978, une réunion préparatoire régionale réservée aux Etats arabes.
2. Le Chef de la délégation du Qatar, M. T. Hadidi, a été élu Président de la réunion préparatoire. On trouvera en annexe la liste des participants.
3. Les participants à la réunion se sont fait présenter les principales conclusions de l'Etude mondiale de l'ONUUDI sur l'industrie pétrochimique (1975-2000), pour qu'elles servent de base à leurs délibérations sur les questions à soumettre à l'examen de la première Réunion globale de consultation sur l'industrie pétrochimique.

CONCLUSIONS

4. Les pays arabes, détenteurs dans leur ensemble de la plus grande partie des réserves mondiales en hydrocarbures, ont le droit de tirer le plus grand bénéfice possible de ces ressources précieuses mais limitées. La valeur sur le marché des produits pétrochimiques étant en moyenne 10 fois supérieure au coût de la matière première, la fabrication de ces produits est une solution naturelle et logique.
5. Les pays arabes ne voient pas dans la création d'une industrie pétrochimique une entreprise purement lucrative. Les avantages socio-économiques sont eux aussi à prendre en considération.
6. Les pays arabes se proposent de créer une industrie pétrochimique intégrée en procédant par étapes, avec une structure et une politique particulières pour chacune de celles-ci, en commençant par les produits de base et les produits intermédiaires et en finissant par les produits finals. La production prévue correspond à un très faible pourcentage de la demande mondiale. Ceci est à rapprocher du fait que les pays arabes regroupent plus de 30 % de la production mondiale d'hydrocarbures, principales matières premières de l'industrie pétrochimique.
7. Il convient d'encourager les entreprises communes entre pays arabes pour le développement de l'industrie pétrochimique et des industries d'aval. La coopération entre pays arabes en matière de commercialisation et, si possible, de production, est souhaitable.
8. Il est essentiel de créer des services régionaux d'information et de recherche-développement, pour appuyer les efforts de l'industrie pétrochimique et pour rendre progressivement l'industrie pétrochimique arabe plus indépendante des importations de technologie.
9. Les pays arabes seraient en mesure de financer dans d'autres pays en développement la création d'industries d'aval, qui pourraient satisfaire la demande de ces derniers pays tout en offrant des débouchés pour les produits arabes. La formule des entreprises communes pourrait être envisagée à cette fin.
10. La coopération des pays arabes avec les pays avancés serait surtout utile dans le domaine de la technologie et de l'exploitation des marchés. Cette coopération pourrait elle aussi prendre la forme d'entreprises communes.

I. L'ETUDE MONDIALE DE L'ONUUDI

11. Les conclusions de l'Etude mondiale sur l'industrie pétrochimique (1975-2000), consacrée par l'ONUUDI à la situation actuelle et aux perspectives pour les années 1985 et 2000, ont été présentées aux participants à la réunion préparatoire. Cette étude met particulièrement l'accent sur l'évolution qui s'est produite dans les coûts de fabrication des produits pétrochimiques, et notamment de l'éthylène, depuis l'ajustement des prix du pétrole à la fin de l'année 1973. Par exemple, la proportion des coûts fixes dans le coût total de production de l'éthylène a nettement baissé, passant de 39,5 % en 1972 à 19,3 % en 1977. En revanche, la proportion des coûts variables - c'est-à-dire essentiellement des matières premières et des services publics - qui était de 44,4 % en 1972, s'élevait à 72,9 % en 1977. Cette évolution ferait des usines implantées dans les pays arabes, où les éléments de production sont abondants et relativement peu coûteux, des entreprises compétitives par rapport aux usines édifiées dans les pays avancés, bien que les coûts de construction soient plus élevés dans le premier cas que dans le second.

12. L'Etude montre par ailleurs que, pour parvenir à l'objectif fixé par la deuxième Conférence générale de l'ONUUDI à Lima (Pérou), en mars 1975, les pays en développement doivent se donner pour but une part de 35 % dans la production pétrochimique mondiale en l'an 2000. Une bonne partie de ces 35 % devrait être produite dans les pays arabes étant donné leurs abondantes ressources en hydrocarbures.

13. Les participants ont également reçu communication, sous une forme résumée, des constatations provisoires figurant dans la partie de l'Etude de l'ONUUDI qui traite des stratégies appliquées par les grandes sociétés et les Etats en ce qui concerne les éléments de production, les pratiques technologiques et les méthodes de production, les orientations de la recherche-développement et la réglementation des échanges et des marchés.

14. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont mis en lumière le caractère sélectif de la répartition géographique des capacités de production et du redéploiement sectoriel, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent pour les pays en développement, ainsi que la tendance croissante des gouvernements à redéfinir leurs relations avec les grandes sociétés des pays industrialisés. La conclusion issue de ces débats est que ces tendances feraient obstacle aux efforts déployés pour atteindre l'objectif de Lima.

II. L'INTERET D'UNE PRODUCTION PETROCHIMIQUE ARABE

15. Les participants ont rappelé que le système mondial de consultations institué par l'ONUDI doit servir de cadre à des délibérations entre pays en développement et pays développés sur les modalités qui permettront à ces deux groupes de pays d'atteindre les objectifs de production industrielle prévus à Lima. Ils ont présenté les arguments ci-après en faveur d'une importante contribution des pays arabes à la future production pétrochimique mondiale.

16. On a fait valoir tout d'abord que les pays arabes surexploitent leurs réserves de pétrole - principale ressource de ces pays, mais ressource quantitativement limitée - pour satisfaire les besoins des pays consommateurs, et qu'ils sont obligés de faire brûler la plus grande partie du gaz extrait en même temps que le pétrole. Si l'on veut éviter de ralentir l'extraction, la seule possibilité est donc d'augmenter la valeur des ressources en hydrocarbures en développant l'industrie pétrochimique des pays qui les détiennent.

17. On a fait remarquer en outre que la production pétrochimique actuelle des pays arabes, et la production prévue pour ces pays à la fin du siècle, ne représentent qu'une part marginale de la production mondiale totale. Cependant, l'entrée sur le marché de cette production future nécessitera, de la part des autres pays, une attitude différant de la position qu'ont par exemple adoptée, dans le dialogue arabo-européen, les Etats membres de la Communauté économique européenne. A ce sujet, les pays arabes trouvent difficile d'accepter l'argument de la saturation des marchés qui est invoqué par les pays de la Communauté économique européenne, alors même que les pays industrialisés investissent activement dans la construction d'usines implantées pour la plupart dans certains d'entre eux.

18. Le temps est un élément important : plus vite les pays arabes commenceront, et mieux cela vaudra pour eux. Tout retard dans le démarrage de la production pétrochimique entraînera un accroissement des coûts d'investissement. La mise en oeuvre immédiate des projets, au contraire, permettrait aux nouveaux producteurs de se présenter sur les marchés d'exportation au moment même du rétablissement de ces marchés, qui est prévu pour le début des années 80. De plus, faire tourner des usines nouvelles à pleine capacité prend généralement

quelques années. Les pays arabes et les autres pays en développement devraient donc accélérer l'implantation de leurs industries pétrochimiques. Enfin, comme les prix du pétrole et du gaz augmenteront sans doute au cours des années à venir, les pays arabes se trouveront dans une position de plus en plus favorable par rapport à leurs concurrents.

19. On a souligné que, pour les pays de la région arabe essentiellement producteurs de pétrole et de gaz, l'industrie pétrochimique est un moyen essentiel de contribuer aux efforts déployés pour atteindre l'objectif de Lima. C'est dans ce secteur et dans quelques autres comme par exemple celui des engrais, que les pays arabes peuvent et doivent contribuer à ces efforts.

20. Les participants ont fait remarquer qu'en fait, les pays arabes pourraient et voudraient réaliser les projets nouveaux en appliquant des calendriers différents. Bien que les pays arabes soient déterminés à parvenir à un développement complet et intégré de l'industrie pétrochimique (c'est-à-dire englobant les produits de base, les produits intermédiaires et les produits finals), certains d'entre eux voudront commencer par la fabrication de produits de base et de produits intermédiaires.

III. LA PRODUCTION PETROCHIMIQUE

21. Les participants, après s'être penchés sur plusieurs aspects de la production pétrochimique dans les pays arabes, ont estimé que certains problèmes d'exploitation sont à prévoir, mais que ces problèmes ne seront pas très différents de ceux qui ont déjà été rencontrés - et résolus - lors de l'implantation des industries arabes de raffinage et d'engrais.

22. En ce qui concerne les avantages respectifs des industries situées dans les pays développés et dans les pays en développement, les participants, tout en reconnaissant que les frais d'investissement sont aggravés dans ces derniers pays par les problèmes de transport, par la nécessité d'adapter les installations et par l'importance des frais de construction, ont fait valoir que ces inconvénients sont largement compensés par les avantages découlant d'un approvisionnement régulier et garanti en matières premières à un prix relativement faible.

23. Dans un premier temps, l'activité des usines arabes, actuelles ou prévues, sera surtout consacrée aux produits de base et aux produits intermédiaires. Mais on peut espérer une expansion et une diversification en aval des efforts de production.

IV. LA COOPERATION ENTRE PAYS ARABES

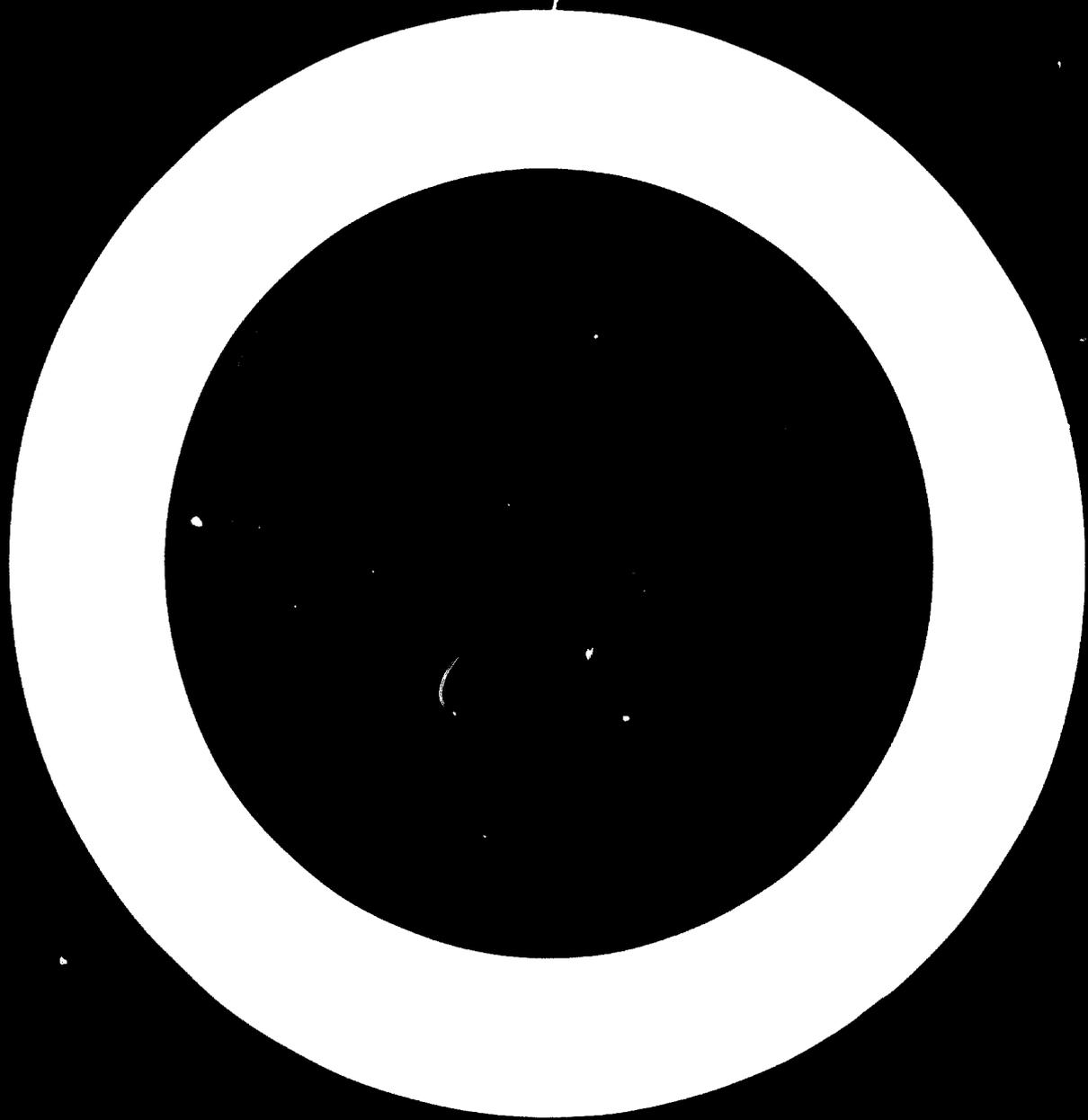
24. On a déclaré que les pays arabes producteurs de pétrole et de gas devraient encourager, grâce à des entreprises communes, les activités complémentaires d'aval dans d'autres pays arabes, plus peuplés.
25. On a jugé éminemment souhaitable la coopération régionale entre pays arabes dans les domaines de la commercialisation et, si possible, de la production.
26. Les participants ont souligné la nécessité de créer des centres régionaux d'information et de recherche-développement technologique, afin de fournir les services nécessaires à l'industrie pétrochimique arabe.
27. On a suggéré que les pays arabes se fassent profiter mutuellement de leur expérience en matière de contrats avec l'étranger.
28. On a suggéré en outre que les organisations compétentes de la région arabe jouent un rôle dominant dans la mise en oeuvre de la proposition ci-dessus, en veillant à ce que les données d'expérience disponibles soient utilisées au mieux. Les participants ont exprimé le souhait que l'ONUDI participe à cet effort.

V. LA COOPERATION ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

29. On a affirmé que la coopération entre les pays arabes producteurs de pétrole et les autres pays du Tiers monde est essentielle à la promotion de l'industrie pétrochimique dans les pays en développement, moyen de parvenir à l'objectif de Lima. Pour promouvoir les échanges commerciaux de produits pétrochimiques entre ces deux groupes de pays, des efforts de promotion industrielle seront utiles, et notamment des accords d'entreprise commune fondés sur les avantages comparatifs régionaux et sur une spécialisation rationnelle à l'intérieur de la région.

VI. LES PROBLEMES DE COMMERCIALISATION

30. Les participants ont été d'avis que la coopération entre fabricants arabes de produits pétrochimiques aidera à résoudre les problèmes de commercialisation.
31. Les participants ont souligné que, de plus en plus, le financement des exportations pétrochimiques dépend des facilités de crédit. L'intervention des institutions financières arabes sera donc nécessaire.
32. Les participants ont affirmé la nécessité d'ouvrir à la production pétrochimique des pays arabes le marché des pays en développement, y compris celui des autres pays arabes, en y créant des industries d'aval.
33. Les participants ont fait remarquer que, bien que les activités de commercialisation soient prévues dans certains accords d'entreprise commune, il importe que les entreprises nationales parties auxdits accords interviennent dans ces activités, afin de pouvoir ultérieurement commercialiser elles-mêmes leur production.
34. Ils ont fait observer que la concurrence est peut-être acceptable en dernière analyse, mais que les mesures de protection des marchés ne le sont pas, car elles ont pour but de faire obstacle à l'exportation des produits industriels des pays en développement.



ANNEXE

Liste des participants

Algérie

M. Benkanoun
Sous-Directeur de la pétrochimie au Ministère de l'énergie
et des industries pétrochimiques
80, avenue Ahmed-Ghermoul
Alger

Arabie saoudite

M. I. Al-Qurtas
Chef de projet
Saudi Basic Industries Corporation (SABIC)
Boite postale 5101
Riad

A. Nojaidi
Chef du Service commercial
Saudi Basic Industries Corporation (SABIC)
Boite postale 5101
Riad

Emirats arabes unis

A.A.L. El-Husseiny
Economiste
Abu Dhabi National Oil Company
Boite postale 898
Abu Dhabi

Iraq

S. Yassen
Sous-Secrétaire à l'industrie
Ministère de l'industrie et des produits minéraux
Baghdad

Jamahiriya arabe libyenne

A. Larbad
Directeur général de la planification
National Oil Company
Boite postale 2655
Tripoli

Koweït

A.M. Ghoniem
Chef de projets et Directeur de la planification et du développement
Petrochemical Industries Company (PIC)
Boîte postale 1084
Koweït

A. Albinali
Planificateur (projets)
Petrochemical Industries Company (PIC)
Boîte postale 1084
Koweït

Maroc

M. A. Assila
Conseiller à l'Ambassade du Maroc à Doha
Boîte postale 3242
Doha

Qatar

T. Hadsidi
Expert principal en pétrole et membre du Conseil d'administration
Qatar General Petroleum Corporation
Boîte postale 3212
Doha

A.M. Al-Thani
Centre des techniques industrielles
Boîte postale 2599
Doha

M. E.A.A. Orabi
Vice-président de la "Qatar Petrochemical Company", consultant et directeur
du service du raffinage, des traitements du gaz et de la pétrochimie
Qatar General Petroleum Corporation
Boîte postale 3212
Doha

M. Y. Shana'a
Expert en pétrochimie
Centre des techniques industrielles
Boîte postale 2599
Doha

A.H. Al-Ansari
Chef du service des relations publiques
Qatar General Petroleum Corporation
Boîte postale 3212
Doha

E.N. Almotawa
Chef de la Section des ventes, service de la commercialisation
Qatar General Petroleum Corporation
Boite postale 3212
Doha

N. Assaf
Economiste
Cabinet du Ministre des finances et du pétrole
Boite postale 3373
Doha

F.R. Shurayh
Chef de la Section de la recherche
Service du raffinage, des traitements du gaz et de la pétrochimie
Qatar General Petroleum Corporation
Boite postale 3212
Doha

S.M. Elgabaly
Ingénieur en pétrochimie
Service du raffinage, des traitements du gaz et de la pétrochimie
Qatar General Petroleum Corporation
Boite postale 3212
Doha

A.M. Rasheed
Service comptable
Centre des techniques industrielles
Boite postale 2599
Doha

R. Sleiman
Ingénieur en pétrochimie
Centre des techniques industrielles
Boite postale 2599
Doha

W.M. Shtayyeh
Ingénieur en pétrochimie
Centre des techniques industrielles
Boite postale 2599
Doha

M. Alnoimy
Troisième secrétaire
Ministère des affaires étrangères
Doha

Tunisie

M. Ben Abdallah
Directeur général adjoint de l'Entreprise tunisienne d'activités pétrolières
11, avenue Khereddine Pacha
Tunis

Représentants d'organisations

APICORP

H. Abd-El-Asis
Economiste
Boite postale 448
Dhahran
Arabie saoudite

M. Layous
Chef de projets
Boite postale 448
Dhahran
Arabie saoudite

Commission économique pour l'Asie occidentale

T. Al'Khudayri
Conseiller industriel régional
Beyrouth
Liban

Fonds monétaire arabe

M. M. El-Imam
Vice-Président
Boite postale 2818
Abou Dhabi

Organisation de consultation industrielle du Golfe
(Boite postale 5114, Doha, Qatar)

A. Alkhalaf Ali
Secrétaire général

F.F. Ghobrial
Expert

R. Naudgal
Expert

A.B. Alnaib
Secrétaire général adjoint

M. Shaikh Ali
Conseiller

Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole

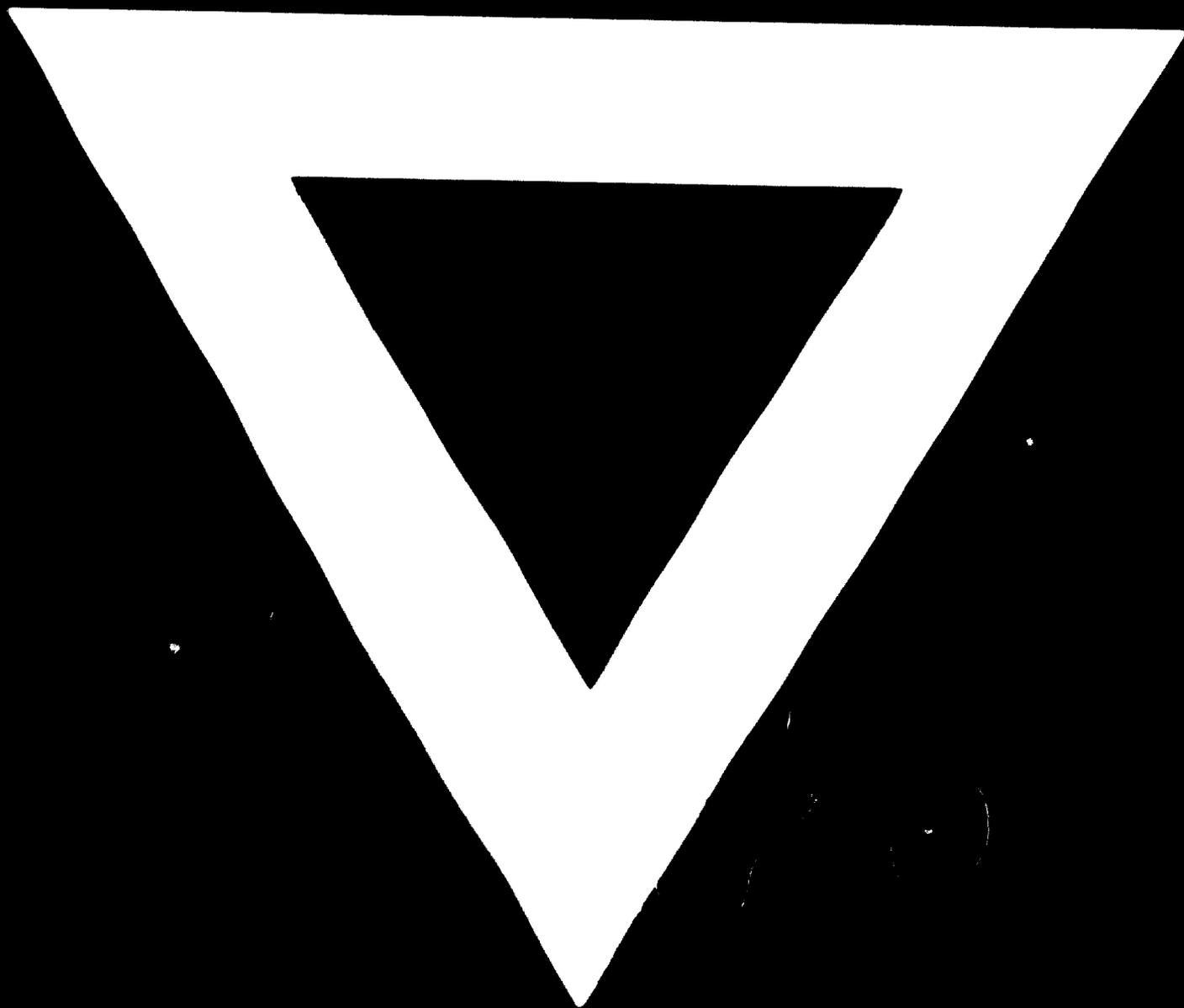
M. A. Borham
Directeur
Service de l'industrialisation
Boite postale 20501
Koweït

Organisation des pays exportateurs de pétrole

F. Al-Chalabi
Secrétaire général adjoint
93 Obere Donaustrasse
Vienne
Autriche



C-108



80.02.25